



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 7 septembre 2005

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, juillet 2005

3

En juillet, la valeur globale des permis de construction a chuté pour la troisième fois en quatre mois, les intentions de construction industrielle et commerciale ayant fléchi et la valeur des permis de construction résidentielle n'ayant affiché qu'une hausse modeste. Les municipalités ont délivré pour 4,9 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 3,0 % de moins qu'en juin.

(suite à la page 2)

Questions d'éducation

Le troisième numéro du volume 2 de la publication en ligne de Statistique Canada *Questions d'éducation - le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada* comprend deux articles.

Se fondant sur les données du Recensement et de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2001, l'article «Les Autochtones des régions urbaines du Canada : réduire l'écart relativement au niveau de scolarité» se penche sur les caractéristiques démographiques et socioéconomiques des Autochtones résidant dans 11 grandes régions urbaines au cours de la période allant de 1981 à 2001. On y met l'accent sur les tendances relatives aux niveaux de scolarité de la population autochtone et sur la façon dont on peut comparer ces tendances avec celles de la population non autochtone.

L'article «Profil et projets des titulaires d'un doctorat», qui se base sur les données de l'Enquête auprès des titulaires d'un doctorat de 2003, fournit de l'information sur les projets des diplômés relativement au marché du travail, sur le financement des études supérieures par les étudiants au doctorat, sur le temps requis pour terminer un programme de doctorat, ainsi que sur les caractéristiques démographiques de base des diplômés.

Questions d'éducation est une publication en ligne gratuite qui paraît tous les deux mois. Elle est une source de faits et d'analyses sur des questions relatives à l'éducation, à la formation et à l'apprentissage. *Questions d'éducation* offre également un accès rapide aux derniers indicateurs sur l'éducation et aux études approfondies de Statistique Canada. On y trouve également des liens électroniques vers un large éventail de données, de nouvelles sur l'éducation, de ressources éducatives, ainsi que de tableaux, de graphiques et d'analyses.

Le troisième numéro du volume 2 de *Questions d'éducation - le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada* (81-004-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Éducation* et enfin *Questions d'éducation*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040.



Services correctionnels communautaires	8
Indice des prix des produits agricoles, juin 2005	8
Prix des produits agricoles, juillet 2005	9
Transport et distribution du gaz naturel, mars 2005	9
Nouveaux produits	10

Communiqués

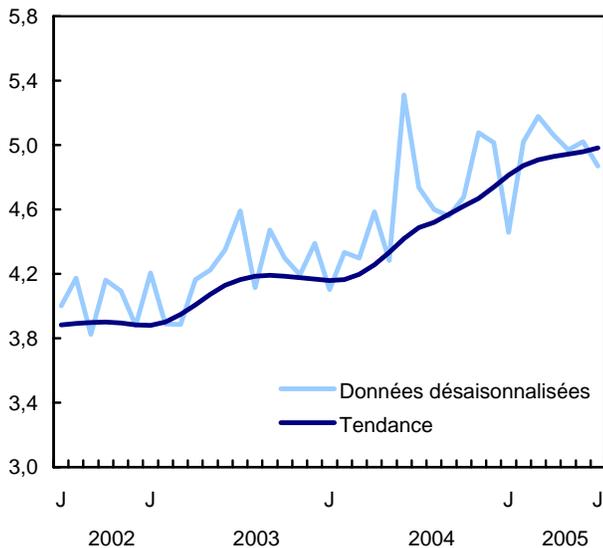
Permis de bâtir

Juillet 2005

En juillet, la valeur globale des permis de construction a chuté pour la troisième fois en quatre mois, les intentions de construction industrielle et commerciale ayant fléchi et la valeur des permis de construction résidentielle n'ayant affiché qu'une hausse modeste. Les municipalités ont délivré pour 4,9 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 3,0 % de moins qu'en juin.

La valeur totale des permis diminue

En milliards de dollars



Ce recul est survenu dans le sillage d'une croissance de 1,0 % observée en juin. Le niveau en juillet est tout de même demeuré 5,2 % plus élevé que le niveau mensuel moyen maintenu en 2004, qui était une année record.

La valeur des permis de construction résidentielle a enregistré une légère progression de 1,3 % pour atteindre 3,2 milliards de dollars, une augmentation dans la composante unifamiliale ayant plus qu'effacé un léger repli de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Une hausse à chacun des quatre derniers mois a contribué à prolonger la tendance à la hausse observée depuis le début de 2003.

Les entrepreneurs ont pris pour 1,7 milliard de dollars de permis de construction non résidentielle, en baisse de 10,2 %, ce qui représentait un troisième

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

repli mensuel depuis le sommet de 2,2 milliards de dollars atteint en mars. Ces reculs ont contribué à l'affaiblissement de la tendance à la hausse observée depuis le début de 2004 dans le secteur non résidentiel.

Les baisses de la valeur des permis de construction commerciale et industrielle ont plus qu'effacé un bond dans la composante institutionnelle.

La vigueur constante du secteur de l'habitation ainsi que les bons résultats dans le secteur non résidentiel ont porté la valeur cumulative globale des permis à 34,6 milliards de dollars, ce qui représentait un bond de 9,3 % par rapport à la même période l'année dernière. La valeur des permis dans le secteur non résidentiel a monté en flèche (+19,3 %), tandis que dans le secteur résidentiel, on a remarqué une croissance modérée de 4,2 %.

Parmi les régions métropolitaines, les plus importantes progressions (en dollars) jusqu'ici cette année ont été enregistrées à Calgary et à Edmonton, grâce à des gains à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel.

Secteur résidentiel : la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux demeure élevée

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 2,3 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars en juillet, soit un troisième gain en quatre mois. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a chuté légèrement de 0,6 % pour se fixer à 1,1 milliard de dollars. Toutefois, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a dépassé la barre du milliard de dollars pour une sixième fois depuis le début de l'année.

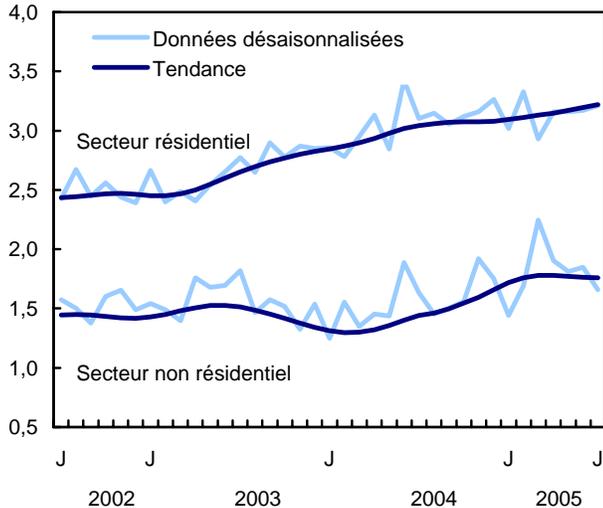
Les taux hypothécaires avantageux, le marché de l'emploi favorable, le haut niveau de confiance des

consommateurs et la vigueur du marché de la revente sont les facteurs qui expliquent les résultats positifs dans le secteur résidentiel.

À l'échelon provincial, la plus importante progression (en dollars) en juillet a été enregistrée au Québec. La valeur des permis de construction y a crû pour un quatrième mois consécutif en juillet et atteint 822 millions de dollars, un nouveau sommet attribuable à la forte demande de nouveaux appartements et de logements en copropriété. Par contraste, la Colombie-Britannique a affiché le plus important repli, étant donné que le segment multifamilial est tombé à son plus bas niveau depuis décembre 2004.

Les permis de construction résidentielle augmentent pour un quatrième mois consécutif

En milliards de dollars



Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a atteint 14,4 milliards de dollars, soit 1,7 % de plus qu'à la même période en 2004, bien que le nombre de logements dont la construction a été autorisée ait diminué de 6,0 % et se soit fixé à près de 70 900 unités. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 9,4 % pour atteindre 7,6 milliards de dollars et le nombre de logements multifamiliaux s'est élevé à 66 740, soit 1,8 % de plus que l'année dernière.

À l'échelon provincial, la plus importante progression dans les chiffres cumulatifs est survenue en Alberta, où la valeur des permis de construction résidentielle a crû de 23,3 %. Les statistiques nationales pour les permis de construction résidentielle ont été

fortement influencées par l'Alberta. Si on excluait l'Alberta, la croissance cumulative depuis le début de l'année serait de 1,4 % au lieu de 4,2 % à l'échelon national.

La Colombie-Britannique et le Québec ont également affiché de forts gains par rapport à l'année dernière.

Baisse de la valeur des permis de construction commerciale et industrielle

Une croissance considérable de la valeur des permis de construction institutionnelle en juillet n'a pas été en mesure d'effacer les replis observés dans les secteurs industriel et commercial.

Après avoir dépassé la barre du milliard de dollars quatre fois depuis le début de l'année, les intentions de construction commerciale ont chuté en juillet (-23,1 % pour une valeur totale de 791 millions de dollars). Il s'agissait de leur plus faible niveau depuis mai 2004. La baisse a été attribuable à une diminution de la valeur des permis de construction d'immeubles à bureaux en Ontario après un bond observé en juin.

Après une hausse considérable en juin, les intentions de construction industrielle ont chuté de 17,8 % pour se fixer à 332 millions de dollars, les usines de fabrication ayant enregistré la plus importante baisse. En dépit de cette diminution, le niveau de juillet était de 14,9 % supérieur au niveau mensuel moyen de 2004. C'est le Québec qui a enregistré la plus importante diminution, les intentions y ayant fléchi de 42,8 % pour se fixer à 68 millions de dollars.

Les intentions de construction dans le secteur institutionnel ont poursuivi leur tendance à la hausse, ayant crû de 29,0 % en juillet pour atteindre 536 millions de dollars. L'augmentation s'explique principalement par de fortes intentions de construction dans les catégories des établissements d'enseignement et des immeubles à vocation médicale. L'Ontario a enregistré la plus forte hausse, grâce à des projets de construction d'établissements d'enseignement.

Parmi les 28 régions métropolitaines de recensement, la moitié ont vu la valeur de leurs permis de construction non résidentielle diminuer au cours du mois. Vancouver a accusé le plus net recul, en raison de la baisse des intentions de construction dans les trois composantes. Par contraste, Edmonton a bénéficié de l'augmentation la plus forte, grâce à un bond important dans la composante institutionnelle.

Parmi les provinces, les baisses les plus marquées de la valeur des permis de construction non résidentielle en juillet sont survenues en Ontario (-17,8 % pour une valeur totale de 592 millions de dollars), soit

une quatrième baisse de suite. À l'opposé, l'Alberta a enregistré une hausse de 20,5 %, soit la plus importante (en dollars) parmi les provinces.

En dépit d'un récent ralentissement, les résultats cumulatifs indiquent qu'environ 12,6 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle ont été émis au cours des sept premiers mois de 2005, soit 19,3 % de plus qu'à la même période en 2004. Le secteur non résidentiel a affiché un sommet cumulatif, un niveau élevé de la valeur de chacune des catégories de permis ayant été observé. Les constructeurs ont pris pour 2,2 milliards de dollars de permis de construction industrielle (+24,2 %), 7,0 milliards de dollars de permis de construction commerciale (+22,0 %) et 3,4 milliards de dollars de permis de construction institutionnelle (+11,5 %).

Ces résultats correspondent aux récents indicateurs économiques. Parmi ceux-ci, les bénéfices des sociétés ont continué de croître au deuxième trimestre, les détaillants ont réalisé en juin une quinzième hausse mensuelle de leurs ventes depuis le début de 2004, le taux d'inoccupation des bureaux a diminué et l'utilisation de la capacité industrielle a atteint un niveau record dans le secteur de la fabrication.

Parmi les provinces, l'Alberta a enregistré la plus importante hausse cumulative, en raison de fortes

augmentations de la valeur des permis de construction non résidentielle dans toute la province. C'est le Québec qui a affiché la plus importante baisse, la composante institutionnelle y ayant enregistré un repli marqué.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juillet de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$) paraîtra sous peu.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'août sera diffusé le 6 octobre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

	Juin 2005 ^r	Juillet 2005 ^p	Juin à juillet 2005	Janvier à juillet 2004	Janvier à juillet 2005	Janvier-juillet 2004 à janvier-juillet 2005
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	39,6	13,7	-65,5	206,6	210,3	1,8
Halifax	56,5	55,0	-2,5	368,9	337,7	-8,4
Saint John	9,0	17,8	96,6	70,0	88,0	25,6
Saguenay	13,1	12,7	-3,0	76,3	91,9	20,4
Québec	85,6	144,0	68,3	746,1	710,3	-4,8
Sherbrooke	25,4	27,2	7,0	133,4	149,2	11,9
Trois-Rivières	20,3	9,6	-52,5	104,8	94,1	-10,2
Montréal	529,7	589,7	11,3	3 599,7	3 503,1	-2,7
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	169,2	187,1	10,6	1 365,4	1 239,3	-9,2
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	58,1	25,8	-55,7	334,2	238,5	-28,7
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	111,1	161,3	45,2	1 031,2	1 000,8	-2,9
Kingston	16,0	28,5	78,7	142,5	119,4	-16,2
Oshawa	66,4	43,1	-35,1	513,8	494,5	-3,8
Toronto	742,4	846,8	14,1	6 491,0	6 373,1	-1,8
Hamilton	91,8	53,6	-41,6	577,0	594,5	3,0
St. Catharines-Niagara	39,8	39,1	-1,6	324,0	318,0	-1,8
Kitchener	119,7	78,4	-34,5	520,8	592,2	13,7
London	74,3	67,5	-9,2	496,0	494,8	-0,2
Windsor	33,4	35,0	4,9	306,8	253,1	-17,5
Greater Sudbury / Grand Sudbury	28,9	14,6	-49,6	67,0	107,3	60,0
Thunder Bay	8,7	5,1	-40,5	64,1	81,3	26,9
Winnipeg	101,7	47,8	-53,0	435,5	407,0	-6,5
Regina	12,6	22,6	79,2	136,4	152,7	12,0
Saskatoon	27,4	26,6	-3,1	140,3	212,2	51,2
Calgary	279,6	311,8	11,5	1 670,1	2 228,7	33,4
Edmonton	237,9	284,0	19,4	1 150,9	1 583,0	37,5
Abbotsford	21,2	14,1	-33,6	105,1	193,8	84,5
Vancouver	555,5	380,3	-31,5	2 901,8	3 040,2	4,8
Victoria	52,6	38,9	-26,0	304,4	387,5	27,3

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Juin 2005 ^r	Juillet 2005 ^p	Juin à juillet 2005	Janvier à juillet 2004	Janvier à juillet 2005	Janvier-juillet 2004 à janvier-juillet 2005
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	5 019,9	4 870,9	-3,0	31 650,2	34 578,8	9,3
Résidentiel	3 171,1	3 210,9	1,3	21 089,4	21 979,4	4,2
Non résidentiel	1 848,8	1 660,0	-10,2	10 560,7	12 599,4	19,3
Terre-Neuve-et-Labrador	55,3	28,5	-48,4	272,7	301,9	10,7
Résidentiel	31,2	17,8	-42,7	203,3	188,4	-7,3
Non résidentiel	24,2	10,7	-55,8	69,4	113,4	63,4
Île-du-Prince-Édouard	19,3	16,9	-12,6	114,5	133,3	16,4
Résidentiel	14,8	11,7	-20,6	74,2	78,8	6,2
Non résidentiel	4,5	5,1	13,9	40,4	54,5	35,1
Nouvelle-Écosse	105,7	106,6	0,8	656,0	657,5	0,2
Résidentiel	75,1	63,9	-14,9	451,0	447,0	-0,9
Non résidentiel	30,6	42,7	39,4	205,0	210,6	2,7
Nouveau-Brunswick	72,8	85,4	17,3	435,8	451,3	3,5
Résidentiel	41,2	43,7	6,1	282,1	284,7	0,9
Non résidentiel	31,6	41,8	32,0	153,7	166,6	8,3
Québec	1 025,4	1 080,3	5,4	6 821,4	6 706,9	-1,7
Résidentiel	714,8	821,7	15,0	4 535,3	4 702,6	3,7
Non résidentiel	310,7	258,7	-16,7	2 286,1	2 004,3	-12,3
Ontario	1 931,2	1 786,0	-7,5	13 420,6	13 718,8	2,2
Résidentiel	1 211,5	1 194,2	-1,4	8 622,7	8 585,3	-0,4
Non résidentiel	719,6	591,8	-17,8	4 797,9	5 133,5	7,0
Manitoba	144,9	82,1	-43,4	668,0	652,4	-2,3
Résidentiel	56,3	51,5	-8,6	397,2	365,2	-8,0
Non résidentiel	88,6	30,6	-65,5	270,8	287,2	6,0
Saskatchewan	55,7	66,6	19,5	423,9	497,7	17,4
Résidentiel	30,9	29,3	-5,1	217,9	229,3	5,2
Non résidentiel	24,8	37,2	50,2	206,0	268,4	30,3
Alberta	735,7	829,3	12,7	4 073,5	5 722,9	40,5
Résidentiel	451,6	487,1	7,9	2 729,9	3 367,1	23,3
Non résidentiel	284,1	342,2	20,5	1 343,6	2 355,8	75,3
Colombie-Britannique	863,4	761,5	-11,8	4 643,9	5 650,0	21,7
Résidentiel	538,8	481,5	-10,6	3 519,5	3 687,8	4,8
Non résidentiel	324,7	280,0	-13,8	1 124,3	1 962,2	74,5
Yukon	1,6	3,0	86,4	52,1	27,7	-46,8
Résidentiel	1,3	2,6	100,9	22,1	20,9	-5,5
Non résidentiel	0,3	0,4	31,1	30,0	6,8	-77,3
Territoires du Nord-Ouest	8,5	24,0	182,0	46,8	57,2	22,1
Résidentiel	3,5	5,3	53,6	23,5	21,6	-8,2
Non résidentiel	5,0	18,7	270,4	23,4	35,6	52,5
Nunavut	0,2	0,7	177,0	20,8	1,3	-93,8
Résidentiel	0,2	0,5	168,8	10,6	0,7	-93,0
Non résidentiel	0,0	0,1	227,3	10,1	0,5	-94,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Services correctionnels communautaires

En 2002-2003, près de 369 000 adultes ont été admis à des programmes et des services correctionnels provinciaux, territoriaux et fédéraux, dont 30 % ont été placés sous surveillance dans la collectivité. En même temps, environ 50 000 adolescents de 12 à 17 ans ont été admis à des programmes et des services correctionnels provinciaux et territoriaux, dont la moitié étaient en probation sous surveillance. (Les données sur les adolescents de 12 à 15 ans sont exclues pour l'Ontario.)

La publication *Les services correctionnels communautaires au Canada* décrit la prestation des services correctionnels communautaires pour les adultes et les adolescents, incluant la probation, les programmes de déjudiciarisation, la surveillance avant procès et les permissions de sortir. De plus, le rapport présente de l'information sur les activités administratives, comme les rapports présenticiels et les évaluations du risque et des besoins.

Cette publication inclut des données sur les admissions et les comptes moyens des adultes et des adolescents qui étaient sous surveillance communautaire, tout en dégagant les tendances à compter de 1993-1994. De plus, cette publication présente des données sur les caractéristiques des contrevenants, comme le sexe et le statut d'Autochtone.

Le rapport *Les services correctionnels communautaires au Canada, 2004* (85-567-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Justice*.

Pour plus de renseignements, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Indice des prix des produits agricoles

Juin 2005

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles en juin étaient inférieurs de 8,9 % à ceux de juin 2004, les prix des cultures ayant affiché une baisse marquée et les prix du bétail ayant enregistré un léger fléchissement.

Dans l'ensemble, les prix des cultures ont régressé de 19,2 % par rapport à juin 2004, ce qui a prolongé la tendance à la baisse d'une année à l'autre amorcée en septembre 2003, selon l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA). Les prix que les agriculteurs ont

obtenus pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales et les fruits ont diminué.

Par ailleurs, les prix du bétail et des produits d'origine animale en juin ont affiché une légère baisse de 0,5 % par rapport à juin 2004. Il s'agissait de la deuxième diminution consécutive de l'indice total du bétail et des produits d'origine animale, qui est survenue après des hausses annuelles enregistrées depuis juin 2004.

La diminution des prix des porcs et des oeufs a exercé une pression à la baisse sur l'indice total du bétail et des produits d'origine animale, quoique les prix des bovins et des veaux, de la volaille et des produits laitiers aient augmenté. Les hausses annuelles s'échelonnaient de 2,7 % pour la volaille à 8,0 % pour les bovins et les veaux.

D'un mois à l'autre, les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont régressé de 2,0 % en juin par rapport à mai, les indices totaux des cultures et du bétail et des produits d'origine animale ayant affiché des baisses.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 95,2 en juin, en baisse par rapport à l'indice révisé de 97,1 affiché en mai. L'indice se redresse difficilement depuis le creux récent de 93,4 observé en novembre 2004, ayant accusé trois reculs mensuels au cours des six mois de cette année.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale ont reculé de 1,7 % en juin par rapport à l'indice révisé de mai, le fléchissement des prix des porcs ayant plus qu'annulé la progression des prix des produits laitiers et des bovins et des veaux.

En juin, les prix des porcs ont affiché la baisse la plus marquée depuis la fin de 2003. L'abondance des approvisionnements, la vigueur du dollar canadien et la diminution de la demande (les régimes alimentaires à basse teneur en hydrates de carbone ayant perdu de leur popularité) ont entraîné le fléchissement des prix.

En juin, les prix des bovins et des veaux se sont légèrement accrus pour la première fois depuis mars, au moment où un juge de la cour de district du Montana avait accordé une injonction provisoire ayant retardé temporairement la réouverture de la frontière prévue pour le 9 mars. Il a été convenu que les appels faits de l'injonction provisoire qui empêchait la réouverture de la frontière aux bovins vivants seraient entendus en juillet.

L'indice total des cultures a baissé légèrement en juin, en raison de la diminution des prix des céréales et des légumes. L'indice des céréales a accusé un léger recul pour un troisième mois d'affilée, les approvisionnements ayant été encore abondants. Les prix des oléagineux ont augmenté un peu en juin en raison des préoccupations occasionnées par les

conditions de croissance sèches et de la menace de propagation de la rouille asiatique du soya aux États-Unis.

Indice des prix des produits agricoles (1997=100)

	Jun 2004 ^r	Mai 2005 ^r	Jun 2005 ^p	Jun 2004 à juin 2005 var. en %	Mai à juin 2005
Indice des prix des produits agricoles	104,5	97,1	95,2	-8,9	-2,0
Cultures	107,1	87,1	86,5	-19,2	-0,7
Céréales	105,2	69,3	68,8	-34,6	-0,7
Oléagineux	109,8	80,9	81,1	-26,1	0,2
Cultures spéciales	111,9	86,3	91,3	-18,4	5,8
Fruits	107,6	101,5	102,7	-4,6	1,2
Légumes	113,9	116,2	115,7	1,6	-0,4
Pommes de terre	123,0	122,9	129,4	5,2	5,3
Bétail et produits d'origine animale	102,4	103,7	101,9	-0,5	-1,7
Bovins et veaux	90,1	97,1	97,3	8,0	0,2
Porcs	102,7	93,4	85,7	-16,6	-8,2
Volaille	96,6	99,9	99,2	2,7	-0,7
Oeufs	108,6	95,4	95,4	-12,2	0,0
Produits laitiers	119,0	124,2	125,0	5,0	0,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de juin de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 5, n° 6 (21-007-XIF, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (paul.murray@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Prix des produits agricoles

Juillet 2005

Il est maintenant possible de connaître les prix que les agriculteurs ont reçus pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les pommes de terre, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers en juillet.

Le prix du porc au Québec s'établissait à 73,11 \$ pour 100 livres en juillet, en baisse de 4 % par rapport à juin et de 34 % par rapport à juillet 2004 alors qu'il était de 91,56 \$.

En juillet, le prix de l'avoine en Saskatchewan se situait à 108,17 \$ la tonne métrique, en hausse de 5 % par rapport à juin, mais en baisse de 3 % par rapport à juillet 2004 alors qu'il se situait à 111,24 \$.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (paul.murray@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Transport et distribution du gaz naturel

Mars 2005

Il est maintenant possible de consulter les données de mars sur le transport et la distribution du gaz naturel.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 129-0001 à 129-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Indice des prix des produits agricoles, juin 2005, vol. 5, n^o 6
Numéro au catalogue : 21-007-XIF
(gratuit).

Questions d'éducation - le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada, vol. 2, n^o 3
Numéro au catalogue : 81-004-XIF
(gratuit).

Les services correctionnels communautaires au Canada, 2004
Numéro au catalogue : 85-567-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (septembre 11 2005) (50/2 000/04/03)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Nouvelles 8h-9h-10h

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'indice et de des emplois, la hausse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement plus faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Aide de l'Agence immobilière, septembre-hors-trimestre du 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.